



COMMUNIQUE DE PRESSE N° 007/OLUCOME/04/2017 PORTANT SUR L'APPEL AUX POLITICIENS PLUS PARTICULIEREMENT AU GOUVERNEMENT DE TROUVER DANS L'URGENCE LA SOLUTION A LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE

« Deux ans de crise socio-politico-économique et sécuritaire au Burundi, les pays de l'East African Community (EAC) devraient prendre le taureau par les cornes au lieu de le prendre toujours par les sabots en exigeant aux politiciens burundais et au Gouvernement de dialoguer sans conditions faute de quoi les sanctions devraient être prises. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) s'indigne profondément de la crise politique burundaise qui perdure sans aucune solution en perspective. Ce 26 avril 2017, le Burundi totalise deux ans jour après jour vivant dans une crise socio-politico-économique et sécuritaire causée spécialement par la mauvaise gouvernance politique et économique provoquée par un appétit insatiable de l'argent et du pouvoir des dirigeants politiques burundais, le manque de vision de nos leaders politiques et l'intérêt personnel toujours mis en avant par rapport à l'intérêt général. Au début de cette crise, des manifestations anti-troisième mandat d'une partie des citoyens burundais de certains coins du pays ont eues lieu réclamant que les accords d'Arusha et la constitution burundaise soient respectés par le Président Pierre Nkurunziza qui avait pourtant présenté sa candidature aux présidentielles de 2015 pour briguer le troisième mandat contesté par une partie de la population et la communauté internationale.

2. Cette situation de crise a occasionné des retombées négatives sur la vie des citoyens burundais. Sur le plan sécuritaire, des centaines des vies humaines ont été emportées, plus de 325 000 personnes se sont réfugiées dans les pays de la sous-région et autres, plus de 6000 individus ont été emprisonnés, plus d'une dizaine des organisations de la société civile ont été suspendues et certaines d'entre elles radiées, cinq stations de radios et deux télévisions ont été fermées après les avoir détruites moyennant actuellement deux stations de radios ouvertes et une télévision ayant repris ses émissions, plusieurs personnes ont été enlevées et portées disparues sans aucune suite judiciaire.

3. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) rappelle que le Burundi a connu un recul important sur le plan économique. Les recettes globales du Budget Général de l'Etat de l'exercice 2014 étaient de 1341, 03 milliards de Francs burundais contre 1152,7 milliards de Francs burundais en 2017 alors que la monnaie burundaise a connu une dévaluation notoire. Par conséquent, les charges globales sont passées de 1411,4 milliards de Francs burundais en 2014 à 1326, 8 milliards de Francs burundais en 2017. Les aides extérieures sont évaluées à 366 milliards Fbu en 2017 contre 681,7 milliards Fbu en 2014. Cette situation de gel de financement extérieur s'est produite suite à la dégradation des relations entre le Burundi et ses pays partenaires. Et cette différence des montants entre les budgets de l'Etat de 2014 et 2017 renvoie

immédiatement d'une façon ou d'une autre au recul en développement économique au Burundi.

4. Bien plus, selon les institutions internationales crédibles, le taux de croissance économique qui était en 2014 de 4,7% est devenu négatif à hauteur de -0,5% en 2016. De même, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 319 USD en 2014 à 284 USD en 2016 classant le Burundi en dernière position par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). Aussi, le taux d'inflation qui était de 4,4 % s'estime aujourd'hui à 6,3%. Cet état a amené la population à être frappée par la famine d'où le Gouvernement avait déclaré en date du 19 janvier 2017 que le pays entre en phase humanitaire. Cette situation déplorable s'est répercutée également au niveau de classement des organisations internationales. Selon le classement de Doing Business, le Burundi a perdu 5 places d'où il a été respectivement classé le 152^{ème} pays en 2015 et le 157^{ème} en 2016 sur 190 pays évalués. En 2015, le Burundi a occupé la 184^{ème} position sur 188 pays évalués en indice de développement humain du PNUD. En matière de corruption, le Burundi a perdu 9 places selon les rapports de l'ONG Transparency International. Il a été classé en 2015 le 150^{ème} pays et en 2016 le 159^{ème} pays sur les 176 pays évalués alors qu'en 2006 il était en 36^{ème} position au niveau mondial. Selon, le *World Happiness Report* le Burundi occupe la 154^{ème} position sur 155 pays évalués, devant la République Centrafricaine, comme « le pays le plus malheureux de la planète ».

5. Même si la situation se présente ainsi, les politiciens chacun dans son coin, continuent à combattre pour leurs intérêts sans se soucier beaucoup aux préoccupations de la population à savoir la diminution de son pouvoir d'achat, le chômage, l'insatisfaction de ses besoins fondamentaux, la non maîtrise de la démographie, ... Pour les autorités, gouverner signifie manipuler la population par des opinions flatteuses (les slogans) en vue de gagner leurs intérêts personnels. Pour y arriver, elles ont profité d'un lien sur le fisc existant entre le citoyen et le Gouvernement et l'ont transformé en une seule relation de sucer le pauvre citoyen à haut niveau à travers les impôts et taxes alors qu'il n'a pas ces revenus. En témoigne le niveau de recettes dans le budget de l'État de 2017 où les impôts et taxes ont été revus à la hausse à plus de 20 % par rapport aux prévisions budgétaires de 2014 alors que le pouvoir d'achat des citoyens burundais a chuté à plus de 40 % car l'économie burundaise va mal.

6. Etant donné qu'il existe une crise de leadership au Burundi où le parti au pouvoir CNDD-FDD et ses lieutenants n'entendent pas s'asseoir avec ses protagonistes pour sauvegarder ses intérêts de rester au pouvoir d'une part et l'opposition politique ne compte pas s'entendre pour agir comme un seul homme à cause de leurs propres intérêts d'autre part, l'OLUCOME propose à tous les burundais une solution de s'asseoir et mener un dialogue franc et sincère sur les questions qui hantent la population burundaise en mettant en avant les solutions durables profitables à tous les burundais et non aux groupes d'individus qui vantent des slogans au lieu des projets de développement réel et durable de la population.

7. L'Observatoire recommande également au Gouvernement que la constitution burundaise et les accords d'Arusha soient respectés et ne soient amendés que lorsqu'il y aura une stabilité au pays. Il recommande enfin au Gouvernement que ses discours à la Nation soient des discours liés aux préoccupations des citoyens burundais.



8. Suite au choc sécuritaire, économique et social que connaît le Burundi, les pays de l'EAC devraient prendre le taureau par les cornes au lieu de le prendre toujours par les sabots en exigeant aux politiciens burundais et au Gouvernement de dialoguer sans conditions faute de quoi les sanctions devraient être prises.

Vive le Burundi sans dirigeants corrompus, vive l'équité sociale, vive le débat contradictoire, vive la tolérance.

Fait à Bujumbura, le 26/04/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

